

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Chirac-et-Kirchner-restent-sur-leur-position>

Chirac et Kirchner restent sur leur position.

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -

Date de mise en ligne : jeudi 20 janvier 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

El Correo

Paris, 20 janvier 2005

Le président Jacques Chirac a demandé jeudi, lors d'un entretien avec son homologue argentin Nestor Kirchner, aux autorités argentines de régler rapidement leur différend avec les entreprises françaises concessionnaires de service public, selon le porte parole de l'Elysée. Concernant le cas sensible des entreprises françaises, EDF et Suez, Jacques Chirac a souligné "l'importance d'un règlement rapide des cas difficiles, en particulier pour les entreprises concessionnaires de service public. "Il est capital d'y procéder pour dissiper tout ce qui pourrait affecter la confiance des investisseurs français désireux de s'engager en Argentine", a dit Jacques Chirac à Nestor Kirchner.

La tension porte sur Aguas Argentinas, la filiale de Suez chargée du service des eaux et des égouts du grand Buenos Aires, en ligne de mire des autorités argentines qui envisagent de retirer sa concession. La semaine dernière, le gouvernement argentin a infligé des amendes à Suez et EDF, pour sanctionner des coupures de service. (Voir El Correo : [Amendes, sanctions et saisies ...](#)).

De son côté le président argentin, Nestor Kirchner, a souligné que l'Argentine était dotée d'une "législation favorable". "Pendant la crise, il n'y a pas eu de discrimination entre le capital national et le capital étranger", a déclaré M. Kirchner lors du 3è Forum Europe-Amérique latine, organisé notamment par le ministère français des Affaires étrangères et la Banque interaméricaine de développement (BID). "Les pertes ont été les mêmes pour tous. Puis, nous avons tous été favorisés par la croissance, avec un taux annuel de 8 ou 9% depuis dix trimestres", a poursuivi M. Kirchner.

Pendant ce temps une manifestation s'est tenue devant l'ambassade de France à Buenos Aires contre Suez, pour l'annulation de la concession des eaux et des égouts de la capitale argentine, exercée depuis 1993 par la société Aguas Argentinas. "Nous demandons qu'ils ne reprennent pas les négociations, qu'ils ne renouvellent pas le contrat avec l'entreprise et que la concession soit retirée en raison des nombreux manquements" de la société concessionnaire à ses engagements, a expliqué à l'agence de presse DyN, Daniela Tosto, au nom de la Commission des assemblées de quartier pour la renationalisation des entreprises privatisées.

Par ailleurs, le président français a aussi exprimé son soutien à "*la reconstruction économique et financière*" de l'Argentine, alors qu'elle vient de lancer sur les marchés financiers internationaux son importante opération de restructuration de sa dette dans laquelle la France n'est pas concernée.

Et a souligné "le soutien de la France à l'Argentine, notamment dans les institutions financières internationales" et "a manifesté sa confiance dans l'aptitude de l'Argentine à poursuivre son redressement". Cet argument classique du "donnant-donnant" du Président Chirac, perd du terrain face aux efforts de l'Argentine pour s'affranchir du FMI. (Voir El Correo : [Comment l'Argentine peut payer la dette au FMI pour récupérer son autonomie économique séquestrée](#)

Enfin, Jacques Chirac s'est félicité de la coopération entre les justices française et argentine dans l'affaire du capitaine Astiz condamné en France pour la mort de deux religieuses françaises sous la dictature, et a salué pour "l'action déterminée des autorités argentines contre l'impunité des crimes commis pendant la dictature".